

LETTRÉ OUVERTE A MONSIEUR BERNARD

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

DU SGAP DE LYON

215 rue André Philip

69003 LYON

Monsieur,

Le 05.05.2009 pour qualifier la grève de la faim que je faisais en vue d'être réintégrée à mon poste, vous avez utilisé le terme de lamentable. J'ose espérer que vous entendiez par-là qui inspire de la pitié.

Quoique si vous eussiez eu quelque pitié que ce soit envers ma situation, il vous eut appartenu d'y remédier en utilisant votre pouvoir de retrait de cet arrêté inique me plaçant en position de mise à la retraite pour Invalidité. A tout le moins en veillant à ne pas rajouter à la précarité subie des réclamations de trop-perçus. Or chacune de mes requêtes sont venues s'échouer comme autant de bouteilles à la mer sur les rivages de votre mépris souverain.

A l'heure où l'Etat demande des comptes aux entreprises dont les méthodes de management peu orthodoxes, génèrent des suicides chez leurs employés, utiliser comme point de départ pour évincer un agent de son poste, une pseudo-tentative de suicide fait montre d'une bien piètre humanité.

Si tel avait été le cas, il vous eût appartenu de soutenir cet agent en détresse et non point l'enfoncer mettant ainsi sa vie en danger.

Puisque pour moi comme pour de nombreux agents ayant été malades, vous avez inauguré le **Ministère de L'Extérieur** par le biais de cette retraite pour Invalidité, m'affranchissant depuis le 05.05.2008 de tout devoir discrétionnaire et de réserve, **permettez-moi aujourd'hui de vous dire**, à la lueur de deux années de lutte incessante pour mon droit au travail, de 7 mois de recherches d'emploi dans un pays en crise et avec pour tout revenu des minimas sociaux, **ce qui est vraiment lamentable**.

S'en remettre à un juge administratif pour réparer ce qui pour le mieux est votre erreur manifeste de jugement, pour le pire une discrimination alliée à du harcèlement, voilà qui est bien navrant.

Instrumentaliser des médecins et un Service Médical, et pire se servir de psychiatres pour mettre les plus faibles sur le banc de touche, voilà qui est déplorable. L'Institutionnalisation de la médecine voilà qui nous rappelle de bien mauvais souvenirs.

L'Administration de la Police plus que tout autre devrait se garder de stigmatiser un certain nombre de ses agents (les malades en l'occurrence) car ainsi elle rejoue les heures les plus sombres de l'Histoire. Dites-moi juste une chose, Monsieur, quand la misère de tous les exclus au pied de votre tour d'Argent vous sera insupportable à regarder, continuerez-vous à pratiquer le Dénier en situation traumatisante ou proposerez-vous une solution plus radicale pour ne plus avoir sous les yeux cette misère que vous créez?

Comment se fait-il que votre Administration ne soit pas apte à reclasser ses agents ayant été malades.

Pour me faire passer en Commission de Réforme vous avez utilisé pour prétexte « des troubles disthymiques Chroniques » !! Plus c'est gros et mieux ça passe, décidément ! Voilà qui est non plus lamentable mais franchement honteux.

Car, voyez-vous, Monsieur, un Handicapé, même un Handicapé mental peut rendre des services à la Communauté et votre Administration n'est pas en reste pour être en devoir de les y accueillir voire même de les protéger.

Même une personne handicapée peut apporter sa contribution à une Société si cette dernière s'avère capable d'utiliser ses compétences et ses ressources. **Se couper de ces ressources ne rendra pas le service public plus performant**. Maladie n'est pas absentéisme.

Face à une Administration bornée, j'ai choisi le combat de l'Abus d'Autorité. J'ai lutté debout et couchée, le ventre vide dans le froid et la chaleur. Je n'ai jamais choisi la solution de la facilité dans mon existence pour ma part et ce quels qu'en soient les risques encourus, je ne vais pas commencer aujourd'hui.

Quand l'Autorité se fait par trop abusive, il convient de prendre le maquis et de résister. Car, voyez-vous, Monsieur, je suis par trop inquiète quand **dans mon propre pays**, des agents pour faire appel à votre Humanité en viennent à citer des passages de la Bible.

Vous souhaitant bonne réception de cette lettre, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes Républicaines salutations.